Conseil d'Etat - Raad van State
LEGISLATION - WETGEVING
L
- 5. AVR 1965
Transmis à M. - Coordination
Overgemaakt aan de H.

L

IR. L. 9180/1.

ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre des Finances et par le Ministre, Adjoint aux Finances, le 19 janvier 1965, d'une demande d'avis sur un projet de loi "relatif aux comptables publics de l'Etat et des provinces", ainsi qu'il a été amendé par le Ministre le 5 mars 1965, a donné le 17 mars 1965 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 19e januari 1965 door de Minister van Financiën en door de Minister, Adjunct voor Financiën, verzocht hun van advies te dienen over een ontwerp van wet "betreffende de openbare rekenplichtigen van de Staat en van de provincies", zoals het door de Minister op 5 maart 1965 gewijzigd werd, heeft de 17e maart 1965 het volgend advies gegeven :

C. E.
Sortie
- 5 MAI 1965

CHAPITRE Ier.

L'article ler du projet donne la définition suivante du comptable justiciable de la Cour des comptes :

"Est comptable justiciable de la Cour des comptes, toute personne physique ou morale chargée par l'Etat et pour le compte de celui-ci :

1° de procéder à des recouvrements, de recevoir ou gérer des sommes ou valeurs, ou d'effectuer des paiements et d'en obtenir l'acquit libératoire;

2° de recevoir ou gérer des matières ou du matériel en dépôt dans des magasins, chantiers, usines, arsenaux, et autres établissements, à l'exception de ceux déterminés par le Roi, sur la proposition du Ministre intéressé et du Ministre des Finances, eu égard à la nature et à l'affectation des matières ou du matériel".

Selon les termes de cette définition, est justiciable de la Cour des comptes, toute personne "chargée par l'Etat et pour le compte de l'Etat" de procéder aux opérations énoncées par l'article.

A s'en tenir aux termes de cette définition, ne seraient pas comptables de l'Etat les receveurs chargés de percevoir des recettes pour le compte d'autres personnes publiques. Ce cas se présente souvent. Les receveurs de l'Etat ne se bornent pas à percevoir les impôts et les recettes de l'Etat; ils perçoivent les additionnels au profit des provinces et des communes,

.../...

les impôts provinciaux et les additionnels communaux aux impôts provinciaux. Les receveurs de l'Etat perçoivent, en outre, certaines recettes pour le compte d'autres personnes publiques décentralisées.

Il résulte des explications données au Conseil d'Etat que, dans l'intention du Gouvernement, les receveurs de l'Etat qui sont chargés de la perception des recettes de personnes publiques autres que l'Etat sont comptables de l'Etat et justiciables de la Cour des comptes, lorsque la recette doit être perçue par une administration de l'Etat. L'expression "pour compte de l'Etat" ne requiert pas que la perception ait lieu au profit de l'Etat. Par cette expression, on veut dire uniquement qu'il doit s'agir d'une perception dont une administration de l'Etat est chargée.

La définition de l'article 1er est ambiguë et devrait être revue à la lumière de ces considérations.

La définition de l'article 1er soulève d'autres difficultés d'application.

Les personnes qui, au sein des administrations personnalisées, procèdent aux opérations décrites dans la définition, seront-elles soumises aux règles du chapitre Ier ? Sont-elles "chargées par l'Etat et pour le compte de l'Etat" ? L'interprète de la loi inclinera à conclure par la négative en tenant compte, d'une part, de l'exposé des motifs, qui donne une interprétation plutôt restrictive de la définition et, d'autre part, de la non-abrogation par le projet des textes spéciaux organiques des administrations personnalisées.

.../...

S'il entre dans les intentions du Gouvernement de rendre les dispositions du chapitre Ier applicables aux comptables des administrations personnalisées, il conviendra d'élargir la définition. Il faudra éventuellement régler les divers cas particuliers et, par conséquent, mettre en concordance avec la définition les lois spéciales relatives aux comptables de ces administrations. Si on néglige d'y procéder, on se demandera si les dispositions particulières restent en vigueur à défaut d'abrogation expresse.

Les comptables des entreprises d'Etat paraissent être soumis en principe aux dispositions du chapitre Ier. En effet, l'article 33, § 2, de la loi du 28 juin 1963 leur déclare applicables les règles du titre IV de cette loi (Titre IV : Des comptes de comptables et du compte général de l'Etat) et "en général les lois sur la comptabilité de l'Etat", "pour autant que le présent titre ou la loi particulière les désignant n'y dérogent pas".

Le cas des entreprises d'Etat (parmi lesquelles figureront sans doute certaines personnes morales qui ont actuellement la forme d'administrations personnalisées) paraît donc réglé clairement. Il n'en est pas de même du cas des services de l'Etat à gestion séparée.

Aux termes de l'article 65 de la loi du 28 juin 1963 :

"Les services de l'Etat dont la gestion est, en vertu d'une loi particulière, séparée de celle des services d'administration générale de l'Etat, sont soumis à des dispositions à fixer par le Roi ...".

.../...

"Ces dispositions doivent prévoir :

...

2° le contrôle des comptes par la Cour des comptes, qui pourra l'effectuer sur place ;

...

5° le maniement et la garde des fonds et valeurs par un comptable justiciable de la Cour des comptes".

Faut-il déduire de ce texte que la désignation des comptables et les règles de la reddition des comptes des comptables des services de l'Etat à gestion séparée seront réglés par arrêté royal et que les dispositions du chapitre Ier du présent projet ne sont pas applicables ? Etant donné que les services à gestion séparée sont des services de l'Etat, ne faut-il pas, au contraire, admettre que les comptables de ces services sont "chargés par l'Etat et pour compte de l'Etat ... " et conclure que le chapitre Ier du projet leur est applicable, sauf dispositions spéciales prises par arrêté royal ?

La portée du projet devrait être précisée sur ce point. En effet, l'exposé des motifs n'explique pas comment les règles du projet doivent être combinées avec celles de l'article 65 de la loi de 1963.

.../...

La rédaction de l'article 1er appelle, en outre, quelques observations de forme.

A l'alinéa 2, 2°, on écrira : "à l'exception de ceux qui sont déterminés par le Roi".

Le reste de l'article (alinéas 3 et suivants) pourrait être rédigé comme suit :

"Les comptables rendent compte personnellement de leur gestion à la Cour des comptes. Cependant, le Roi ou le Ministre habilité par le Roi à cette fin peuvent prévoir que certains comptables rendent leur compte à l'intervention d'un autre comptable.

Dans ce cas, la Cour des comptes peut exiger un compte personnel du comptable en déficit et elle détermine la période pour laquelle ce compte est rendu.

Sur proposition du Ministre intéressé et moyennant l'accord du Ministre des Finances, la Cour des comptes peut accepter une reddition des comptes dans une forme simplifiée par les comptables dont la gestion a fait l'objet d'un contrôle sur place".

+

.../...

Aux termes de l'article 2, tout comptable est responsable : "... 2° de la garde des sommes , valeurs, matières ou matériel dont il a la charge".

Il serait préférable de dire :

"2° des sommes, valeurs, matières ou matériel dont il a la garde".

Aux termes du 3°, il est également responsable de l'emploi et de l'affectation de ces sommes, valeurs, matières et matériel, conformément aux lois et règlements.

Il va de soi que les sommes et les matières doivent être employées en observant les lois et règlements. La dernière partie de la phrase peut donc être omise.

+

L'article 5 détermine les mesures conservatoires que peuvent prendre tant le Ministre des Finances que le Ministre intéressé lorsqu'un déficit a été constaté. Ces mesures sont, d'une part, l'inscription de l'hypothèque légale garantissant les créances de l'Etat et grevant les biens des receveurs et administrateurs comptables, conformément aux articles 47 et 48 de la loi du 16 décembre 1851 et, d'autre part, la retenue d'office d'une partie du traitement. Dans ce dernier cas, il conviendrait de prévoir que la mesure ne sera prise qu'après que l'intéressé aura été entendu ou dûment appelé.

.../...

Il faut observer à propos de l'article sous examen, que l'article 48 de la loi du 16 décembre 1851 ne prévoit de manière expresse que le cas des comptables masculins. Pour régler la situation des comptables féminins en ce qui concerne l'étendue de l'hypothèque légale sur les biens de leur époux, il conviendrait de remplacer, dans cet article 48, les mots "de la femme, à moins qu'elle" par les mots "de son conjoint, à moins qu'il".

Le Gouvernement jugera s'il y a lieu de procéder, dans le projet actuel, à la modification indiquée ci-dessus.

+

L'article 6 subroge de plein droit le comptable qui a payé de ses deniers tout ou partie des sommes, valeurs, matières ou matériel dont il n'a pas obtenu décharge. La subrogation n'a donc pas lieu lorsque le comptable verse spontanément le montant du déficit. Si telle n'est pas l'intention du Gouvernement, il y a lieu d'omettre les mots "dont il n'a pas obtenu décharge".

+

Aux termes de l'article 9 du projet, tel qu'il a été amendé en cours d'examen :

"Les dispositions suivantes de la loi du 15 mai 1846 sont abrogées :

1° les articles 6, 8, 9, 12 et 13;

2° les articles 7, 10 et 11, sauf à l'égard des comptables autres que ceux de l'Etat et des provinces".

.../...

Cette disposition appelle plusieurs observations.

L'article 6 de la loi du 15 mai 1846 prévoit que "la perception des deniers de l'Etat ne peut être effectuée que par un comptable du Trésor, et en vertu d'un titre légalement établi".

La doctrine et la jurisprudence ont de tout temps considéré que le recouvrement des impôts est subordonné à l'établissement préalable d'un titre exécutoire donné par l'autorité désignée à cette fin".

Il y a lieu de relever que le principe énoncé par l'article 6 de la loi du 15 mai 1846 n'est pas inscrit dans les articles 110 et 113 de la Constitution; en effet, si l'article 110 est relatif à l'établissement de l'impôt, il n'en règle pas la perception; l'article 113 énonce qu'aucune rétribution ne peut être exigée des citoyens qu'à titre d'impôt, il règle une hypothèse différente.

Les lois fiscales établissent, chacune pour la matière qu'elles régissent, la nature du "titre légalement établi" qui doit servir de base à la perception de l'impôt. Ainsi, l'article 266

.../...

du Code des impôts sur les revenus édicte que la perception des diverses catégories d'impôts sur les revenus et, dans la mesure qu'il fixe, la perception des différents précomptes s'effectue sur la base de rôles annuels ou spéciaux; il en va de même des diverses lois relatives aux taxes assimilées aux impôts directs, taxes de circulation sur les véhicules automobiles, taxes sur les jeux et paris, taxes sur les appareils automatiques de divertissement, qui rendent applicable, par référence, la disposition qui, en matière d'impôts sur les revenus, prévoit l'enrôlement de l'impôt. Ainsi encore, les lois qui établissent les divers impôts indirects déterminent-elles l'acte ou l'opération qui donne lieu au paiement de l'impôt.

Il n'en reste pas moins que le principe général que "la perception de deniers de l'Etat ne peut avoir lieu qu'en vertu d'un titre légalement établi" ne se trouve pas repris dans la législation fiscale de manière aussi explicite que dans la loi du 15 mai 1846. Il s'impose donc de ne pas abroger l'article 6 de cette loi, sauf à y apporter la modification nécessaire en y supprimant les mots "que par un comptable du Trésor, et ".

.../...

L'abrogation de l'article 8 de la loi du 15 mai 1846 entraîne la suppression de l'obligation qu'a tout comptable de verser un cautionnement. Il y aurait lieu d'abroger aussi la loi du 7 mai 1912 concernant les cautionnements des comptables de l'Etat qui permet de remplacer le versement du montant en numéraire par la caution solidaire d'une association formée entre les comptables uniquement à cette fin.

Les articles 7, 10 et 11 de la loi de 1846 sont abrogés par l'article 9 du projet, sauf à l'égard des comptables autres que ceux de l'Etat et des provinces.

L'exposé des motifs explique les raisons du maintien partiel de ces dispositions :

"Toutefois, le présent projet de loi ne règle pas le statut des comptables des institutions décentralisées de l'Etat dotées de la personnalité juridique. Ce statut fera partie d'un autre projet de loi adaptant la loi du 15 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public (voir n°3 supra) aux nécessités actuelles. Il s'est donc avéré nécessaire, pour maintenir la situation existante quant à la compétence juridictionnelle de la Cour des comptes sur les comptes et/ou les comptables des dits organismes, de ne pas abroger à leur égard les articles 7, 10 et 11 de la loi du 15 mai 1846".

.../...

Les articles 7 et 11 de la loi du 15 mai 1846 donnent la définition du comptable et il pourrait arriver, comme l'indique l'exposé des motifs, que la compétence de la Cour des comptes sur les comptables d'organismes décentralisés trouve sa source, à défaut d'une disposition dans les lois particulières régissant ces organismes, dans les articles 7 et 11. Il convient, toutefois, d'observer que l'article 11 règle les conditions de la décharge de responsabilité en cas de perte ou de vol de fonds. Les deux premiers alinéas de l'article 10 règlent également la responsabilité des comptables quant au recouvrement des sommes dont la perception leur est confiée.

Les règles de la responsabilité font l'objet de dispositions nouvelles contenues dans le chapitre III, qui apporte des modifications à la loi du 29 octobre 1846 relative à l'organisation de la Cour des comptes. Ces dispositions nouvelles s'appliquent à tous les comptables.

Il y a donc lieu d'abroger les deux premiers alinéas de l'article 10 et le premier alinéa de l'article 11, voire même l'ensemble de ces articles.

Le Gouvernement a amendé l'avant-projet en cours de l'examen par le Conseil d'Etat en introduisant un article 9bis ainsi rédigé :

"Article 9bis.-

Les dispositions de la présente loi sont applicables à l'Administration des postes".

.../...

L'exposé des motifs commente cette disposition de la manière suivante :

"Article 9bis.

38bis. Il a paru au Gouvernement qu'il ne convenait pas encore d'abroger l'article 55 de la loi du 15 mai 1846 sur la comptabilité de l'Etat. Ceci aurait, en effet, eu pour conséquence d'obliger l'administration des postes, dont relève aussi l'Office des chèques postaux, à modifier tout son système de comptabilité pour le rendre conforme au régime des services d'administration générale de l'Etat, ce qui dépasserait la portée du présent projet de loi qui ne concerne que le statut du comptable public. Le but de la disposition introduite est de rendre la nouvelle législation applicable aux sous-comptables de l'administration des postes, en ce compris, bien entendu, l'Office des chèques postaux".

L'article 55 étant maintenu, la poste et l'Office des chèques postaux continueront donc à avoir leur propre comptabilité. Mais les dispositions définissant le comptable et régissant la reddition des comptes seront applicables à ces administrations. Il sera donc mis fin au régime particulier des postes en tant qu'il enlève aux auxiliaires, qualifiés de sous-comptables par les règlements, la qualité de comptable. Cette question qui avait fait l'objet de controverses à été tranchée par la Cour de Cassation et par la commission ad hoc de la Chambre des Représentants (1).

.../...

(1) Cass., 10 janvier 1946, 2 arrêts, Francotte (Pas.,1946, 1.10 et ss.) et Langewouters (Pas.,p.18);Commission ad hoc de la Chambre des Représentants (2 arrêts),3 mars 1948 (R.J.D.A.,1948,p.77, publiés avec une note de M.Parisis et une note signée F.V.);Cass.17 mars 1949 (Pas.1949-I-207) Cass.18 juin 1954 (Pas.1954, I,895). Commission ad hoc de la Chambre des Représentants, 20 juin 1957, R.W. 20 octobre 1957, p.278.

Il convient de placer l'article 9bis, introduit par amendement, avant l'article 9. Le texte serait plus précis s'il était rédigé de la manière suivante :

"Les dispositions du présent chapitre sont applicables à l'administration des postes".

\+

\+ +

Compte tenu de ces observations, le Conseil d'Etat propose de remplacer les articles 9 et 9 bis du projet par les articles suivants :

"Article 9.-

Les dispositions du présent chapitre sont applicables à l'administration des postes.

Article 10.-

§ 1er. Dans l'article 6 de la loi du 15 mai 1846 sur la comptabilité de l'Etat, les mots "par un comptable du Trésor et" sont supprimés.

§ 2. Les articles 8, 9, 10, alinéas 1er et 2, 11, alinéa 1er, 12 et 13 de la loi du 15 mai 1846 sur la comptabilité de l'Etat sont abrogés.

Article 11.-

La loi du 7 mai 1912 concernant les cautionnements des comptables de l'Etat, modifiée par la loi du 31 mai 1948, est abrogée.

Article 12.-

Les articles 7, 10, alinéa 3, et 11, alinéa 2, ne restent applicables qu'aux comptables autres que ceux de l'Etat et des provinces".

.../...

Le chapitre II concerne les comptables des provinces.

Les dispositions relatives, d'une part, à la comptabilité des provinces et, d'autre part, aux comptables, font l'objet des articles 111 à 114quater de la loi provinciale.

Les nouveaux articles 113bis, 114 et 114quater de la loi provinciale , contenus dans ce projet, tendent à adopter pour la province des règles semblables à celles qui sont applicables à l'Etat.

L'article 113bis, § 1er, en projet reprend la substance de l'article 113bis actuel qui institue dans chaque province un emploi de comptable, justiciable de la Cour des comptes. D'autre part, l'article 113bis, § 2, du projet contient une disposition inspirée de la définition du comptable de l'Etat et s'applique à toute autre personne que le comptable provincial.

En vertu de cette disposition : "Est comptable justiciable de la Cour des comptes, toute autre personne physique ou morale chargée par la province et pour le compte de celle-ci" des opérations qui caractérisent les comptables de l'Etat.

Cette disposition appelle plusieurs observations.

.../...

1. La définition générale du comptable qui y est contenue est empreinte de la même ambiguïté que celle du comptable de l'Etat. N'est comptable de la province que le comptable qui est chargé "par la province et pour le compte de celle-ci" de certaines opérations. Dans l'hypothèse où des lois viendraient à conférer aux provinces la charge de recouvrer, en même temps que leurs propres impôts, des impôts au profit d'autres collectivités, par exemple les additionnels communaux aux impôts provinciaux, la définition serait inadéquate.

2. L'article 113 de la loi provinciale porte que : "Les recettes et les dépenses générales des provinces sont opérées par l'entremise soit des chèques et virements postaux, soit de la S.A. Crédit communal de Belgique". Le Crédit communal , de même que l'Office des chèques postaux, sont ainsi chargés par la province d'effectuer pour son compte des dépenses et des recettes.

Tel qu'il est rédigé le texte en projet pourrait être interprété comme instituant le Crédit communal comptable justiciable de la Cour des comptes, ce qui n'est pas l'intention du Gouvernement.

3. Bien que l'article 113bis, § 2 nouveau , institue comptable justiciable de la Cour des comptes, toute autre personne qui répond aux conditions décrites ci-dessus, l'article 114quater du projet confère expressément la même qualité aux receveurs des régies provinciales.

.../...

A ces observations concernant la définition du comptable, il y a lieu de joindre d'autres observations qui ont trait à certaines lacunes du projet.

1) Selon la définition générale du comptable contenue dans le projet, sont comptables les personnes chargées "de recevoir ou gérer des matières ou du matériel en dépôt dans les magasins, chantiers, usines, arsenaux et autres établissements, à l'exception de ... ". Cette définition remplacera la règle de l'article 114, alinéa 2, qui prévoit que "Les agents commis à la garde, à la conservation ou à l'emploi des matières ou du matériel appartenant à la province sont responsables de ces matières ou matériel et sont assimilés aux receveurs spéciaux ou comptables en deniers, en ce qui concerne les garanties à fournir et les comptes à rendre à la Cour des comptes".

Non seulement le projet omet, à l'article 114, l'ancienne définition qu'il remplace par une disposition plus large, mais en outre il omet les règles relatives à la comptabilité des matières qui figurent actuellement aux alinéas 3 et 4 de l'article 114. Il en résulte une lacune. Si le Gouvernement entend abroger les alinéas 3 et 4 de l'article 114, il convient d'insérer dans le projet des dispositions contenant les règles essentielles de la comptabilité des matières, en s'inspirant éventuellement de l'article 52 de la loi du 15 mai 1846.

2) S'inspirant de l'article 66 de la loi du 28 juin 1963, le projet inscrit dans un article 113bis, § 3, la règle que "Toute opération budgétaire, patrimoniale ou de trésorerie doit être enregistrée dans un compte de comptable".

.../...

Mais si cet article 66 prescrit l'enregistrement de toute opération patrimoniale dans un compte de comptable, c'est parce que la loi institue, en son chapitre V, une comptabilité patrimoniale. Le projet prescrit l'inscription de toute opération patrimoniale sans organiser la comptabilité patrimoniale. La seule disposition du projet relative à cet objet est celle de l'article 113bis, § 4, inspirée de dispositions figurant à la section 2 (Du compte général de l'Etat) du titre IV de la loi du 28 juin 1963 (article 72, alinéa 1er, et article 73).

\+

\+ \+

L'idée générale dont s'inspire le projet est d'insérer dans la loi provinciale des règles semblables à celles qui sont contenues dans le chapitre Ier "Des comptables de l'Etat". On peut se demander si des règles identiques peuvent adéquatement régir des situations aussi différentes.

Le paiement des dépenses et la perception des recettes des provinces donnent lieu à peu de maniements de deniers. En effet, les recettes et les dépenses générales des provinces sont opérées par l'entremise soit de l'Office des chèques postaux, soit de la S.A. "Crédit communal de Belgique" (article 113, alinéa 1er).

Le paiement de ces dépenses est effectué sur le vu de mandats réguliers, par le comptable provincial, lequel émet des ordres de virement ou des chèques.

.../...

Les recettes effectuées tant par l'Etat que par des receveurs spéciaux, sont versées périodiquement soit au compte général des chèques postaux de la province, soit au compte de celle-ci au Crédit communal (article 113, alinéas 1er et 4; article 114, alinéa 1er).

Le comptable provincial n'a donc pas de caisse de deniers; il n'a pas pas sous ses ordres d'auxiliaires maniant des deniers.

Dans l'état actuel des choses, les recettes d'impôt sont effectuées par l'Etat. Les recettes spéciales telles que les minervals, sont effectuées par des receveurs spéciaux (article 114, alinéa 1er). Les receveurs spéciaux n'effectuent pas de dépenses. Ils versent leurs recettes, comme il a été dit plus haut, aux comptes généraux de la province que gère le comptable provincial.

Depuis la loi du 18 mai 1951, certaines dépenses peuvent être réglées sur avances de fonds mises à la disposition d'un agent par le comptable provincial, en observant les règles de l'article 15, alinéa 1er, 2°, de la loi du 15 octobre 1846 sur la Cour des comptes. Le comptable provincial verse le montant de l'avance à un compte chèque spécial géré par le comptable des avances de fonds. Les dépenses à effectuer sur avances de fonds sont payées par l'Office des chèques postaux (article 4 de l'arrêté royal du 10 juillet 1935 portant règlement sur la comptabilité des provinces, modifié par l'arrêté royal du 31 décembre 1952).

.../...

Les comptables sur avances de fonds n'ont donc, en principe, pas de caisse. Il leur est cependant permis de retirer une partie des fonds pour faire face à de menues dépenses.

Le comptable extraordinaire sur avances de fonds n'a donc normalement pas sous ses ordres d'auxiliaire maniant des deniers.

Enfin, la loi provinciale prévoit en son article 114quater la possibilité de faire effectuer les recettes et les dépenses des régies provinciales par un comptable particulier. Selon les renseignements fournis au Conseil d'Etat, il n'y a pas actuellement de régies provinciales.

Si le Gouvernement veut apporter au statut des comptables provinciaux des modifications analogues à celles qu'il prévoit pour les comptables de l'Etat, il serait préférable, au lieu de procéder à une définition générale - qui n'a pas exclu la désignation particulière de deux comptables -, de regrouper en un seul article, les règles qui concernent les divers comptables dont la législation en vigueur prévoit l'existence. Ce procédé permettrait de modifier moins profondément les articles actuels et dispenserait le législateur de devoir voter une nouvelle fois des règles qui sont déjà en vigueur. C'est en s'inspirant de cette considération que le Conseil d'Etat propose le texte suivant :

.../...

CHAPITRE II.

Article 13 (1).

A l'article 113bis de la loi provinciale sont apportées les modifications suivantes :

1° A l'alinéa 2, les mots "qui fixe les garanties exigées pour sûreté de sa gestion" sont supprimés.

2° L'alinéa 3 est abrogé.

Article 14.-

A l'article 114 de la même loi sont apportées les modifications suivantes :

1° l'alinéa 1er est remplacé par la disposition suivante :

"Les receveurs spéciaux établis par les Conseils versent leurs recettes périodiquement soit au compte général ouvert à la province auprès de l'Office des chèques postaux , soit au compte de la province à la société anonyme "Crédit communal de Belgique".

2° A l'alinéa 2, sont supprimés les mots :

"et sont assimilés aux receveurs spéciaux ou comptables en deniers, en ce qui concerne les garanties à fournir et les comptes à rendre à la Cour des comptes".

Article 15.-

L'article 114quater de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

.../...

(1) Numérotage qui tient compte des articles nouveaux que le Conseil d'Etat propose d'introduire dans le chapitre Ier.

"Article 114quater. - Les recettes et les dépenses des régies provinciales sont effectuées par un comptable particulier, nommé par le conseil provincial.

En cas d'absence de ce comptable, la députation permanente désigne un intérimaire".

Article 16.-

Un article 114quinquies rédigé comme suit est inséré dans la loi provinciale :

"Article 114quinquies.

§ 1er. Sont justiciables de la Cour des comptes:

1° le comptable provincial,

2° les comptables sur avances de fonds,

3° les receveurs spéciaux,

4° les comptables particuliers des régies,

5° les agents commis à la garde du matériel conformément à l'article 114, alinéa 2, à l'exception de ceux qui, eu égard à la nature et à l'affectation des matières et du matériel, y sont soustraits par le règlement général sur la comptabilité des provinces;

6° les auxiliaires des comptables lorsqu'ils manient des fonds (1).

.../...

(1) addition facultative : voir avis.

§ 2. Les comptables présentent leur compte annuel à la Cour des comptes, à la date fixée par le règlement général sur la comptabilité des provinces.

Sur la proposition de la députation permanente et moyennant l'accord du Ministre de l'Intérieur, la Cour des comptes peut accepter que la reddition des comptes par l'agent dont la gestion a fait l'objet d'un contrôle sur place, se fasse dans une forme simplifiée.

Les auxiliaires des comptables rendent leur compte à l'intervention du comptable; toutefois, la Cour des comptes peut exiger un compte personnel de tout auxiliaire dont le compte est déficitaire; dans ce cas, elle détermine la période pour laquelle le compte doit être rendu (1).

§ 3. Tout comptable est responsable ...

(Texte de l'article 114, § 2, du projet).

.../...

---

(1) addition facultative : voir avis.

§ 4. Aucune fonction de comptable ...

(Texte de l'article 114 , § 3, du projet).

§ 5. La députation permanente ...

(Texte de l'article 114, § 4, du projet, mais en remplaçant deux fois les mots "fixées par le Roi, sur la proposition du Ministre de l'Intérieur" par les mots "fixées par le règlement général sur la comptabilité des provinces").

§ 6. Quand un comptable a payé de ses deniers
(Texte proposé par le Gouvernement pour l'article 114, § 5, du projet, en supprimant les mots "dont il n'a pas obtenu décharge").

En ce qui concerne l'article 113bis, §§ 3 et 4, du projet, le Conseil d'Etat ne se croit pas en mesure de proposer un texte.

.../...

Chapitre III.

Le chapitre III contient les modifications à apporter à la loi organique de la Cour des comptes.

Les modifications apportées sont de plusieurs ordres. Tout d'abord, les textes sont complétés de manière à pouvoir s'appliquer non seulement aux comptables de l'Etat et des provinces, mais aussi aux comptables de personnes publiques décentralisées, lorsque des lois particulières les rendent justiciables de la Cour des comptes.

En second lieu, le projet tend à atténuer de deux manières la rigueur des dispositions qui sont actuellement applicables aux comptables.

1° Dans la rigueur des textes actuels, en cas de vol ou de perte de deniers, le comptable ne peut obtenir décharge de sa responsabilité que s'il a été victime d'événements constituant un cas de force majeure et pour autant que toutes les prescriptions des règlements aient été observées. En cas de non-recouvrement d'une recette, le comptable doit faire la preuve qu'il n'a pas été négligent. S'il a été négligent, la totalité des sommes non recouvrées doit être laissée à sa charge. A l'avenir, la Cour des comptes statuera en équité.

2° Actuellement, ce n'est qu'à la fin de sa gestion que le comptable reçoit décharge définitive pour les périodes pour lesquelles il a présenté un compte. On peut donc revenir en fin de gestion sur des irrégularités très anciennes. Au contraire, dans le système du projet, le comptable aura en principe décharge définitive, trois ans après la fin de la période de sa gestion pour laquelle il a rendu compte.

.../...

En troisième lieu, le projet organise d'une façon plus complète les droits de la défense.

\+

\+ +

Le projet groupe en un seul article toutes les modifications qu'il se propose d'apporter à la loi du 29 octobre 1846. Chacune de ces modifications devrait faire l'objet d'un article distinct.

Le projet remplace les articles 5 et 6 de la loi du 29 octobre 1846 par un article 5 qui comprend trois alinéas. Il s'ensuit que la loi du 29 octobre 1846, ainsi modifiée, ne comprendrait plus d'article 6.

Le deuxième alinéa du texte du nouvel article 5 qui porte "Elle (la Cour des comptes) peut organiser un contrôle sur place", contient une disposition suffisamment importante pour faire l'objet d'un article distinct. Cette disposition pourrait faire l'objet de l'article 6 puisque le projet le laisse vacant.

Selon les explications données au Conseil d'Etat, cette disposition est destinée à recevoir une application fréquente et même généralisée. Le contrôle sur place constitue, en effet, une simplification importante car les pièces qui auront été vérifiées sur place ne devront plus, en règle générale, être transmises à la Cour des comptes. Le Gouvernement, soucieux de ne pas empiéter sur les pouvoirs que la Cour des comptes tient de l'article 116 de la Constitution, ne rend cependant pas le contrôle sur place obligatoire : il en laisse l'initiative à la Cour. Il importe également

.../...

de préciser que la Cour des comptes conservera le droit de se faire remettre les pièces même lorsqu'elles auront été vérifiées sur place.

Compte tenu de ces diverses remarques, le texte suivant est proposé à la place de l'article 11, § 1er, du projet:

"Article

L'article 5 de la loi du 29 octobre 1846 relative à l'organisation de la Cour des comptes est remplacé par la disposition suivante :

"Article 5. ... (texte des alinéas 1er et 3 de l'article 5 en projet) ...

Article

L'article 6 de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

"Article 6. La Cour des comptes peut organiser un contrôle sur place".

\+ +

Le deuxième alinéa de l'article 7 nouveau prévoit que, lorsque le comptable est décédé ou se trouve dans l'impossibilité de rendre son compte, "celui-ci est établi d'office". Le texte ne précise pas que le compte est établi d'office par l'administration. Cette précision pourrait être apportée en ajoutant aux mots "établi d'office", les mots "par le fonctionnaire désigné à cet effet".

\+ +

.../...

Dans la version française du nouvel article 9 de la loi du 29 octobre 1846, il serait préférable de dire "faisant fonction de ministère public" au lieu de "faisant fonctions du ministère public".

\+ +

Aux termes de l'article 10 en projet, la Cour règle et apure les comptes de l'Etat, des provinces et, dans les cas prévus par la loi, des institutions décentralisées de l'Etat dotées de la personnalité juridique.

La notion d'administration décentralisée ne pouvant être définie avec précision dans l'état actuel de notre droit administratif, le texte pourrait être rédigé comme suit :

"Article 10.-

La Cour règle et apure les comptes de l'Etat et des provinces ainsi que ceux des institutions pour lesquelles elle aura reçu cette compétence en vertu de lois particulières".

\+ +

Aux termes de l'alinéa 4 de l'article 10bis en projet, la Cour des comptes condamne le comptable à verser tout ou partie du déficit au Trésor s'il s'agit d'un comptable de l'Etat ou d'une institution décentralisée de l'Etat.

Le comptable d'un organisme décentralisé devrait être condamné à verser le montant mis à sa charge, non pas au Trésor, mais à l'organisme auquel il appartient.

.../...

Aussi le texte devrait-il être rédigé comme suit :

"... au Trésor, s'il s'agit d'un comptable de l'Etat, à la province, s'il s'agit d'un comptable provincial,et pour les autres institutions dont les comptables sont soumis à la juridiction de la Cour à ces institutions".

L'article 10ter, § 1er, en projet, porte qu'"En cas de déficit, la Cour statue en équité sur la responsabilité du comptable, compte tenu des circonstances de la cause et des intérêts publics et privés".

Par souci de concordance générale, il serait préférable de reprendre les termes qu'emploie l'article 7 de la loi sur le Conseil d'Etat. La rédaction de l'article 10ter, § 1er, deviendrait alors :

"En cas de déficit, la Cour statue en équité sur la responsabilité du comptable en tenant compte de toutes les circonstances d'intérêt public et privé".

Aux termes du § 2 du même article, les griefs retenus à charge d'un comptable sont notifiés au comptable "préalablement entendu à sa demande". Ces termes manquent dans la version néerlandaise.

L'agent ne sera donc entendu par la chambre compétente de la Cour que s'il l'a demandé.

Le projet ne précise pas à quel moment cette demande devra être introduite. Dans la pensée du Gouvernement, selon les déclarations faites par les fonctionnaires délégués, c'est au moment où le déficit sera constaté par les fonctionnaires de surveillance que les agents déficitaires auront l'occasion de demander à

.../...

être entendus. Cette procédure n'est pas entièrement satisfaisante. En effet, à côté du cas le plus fréquent où le déficit est avoué, il peut arriver que le déficit trouve sa source dans une preuve jugée insuffisante de l'acquittement d'une dépense. Si la Cour des comptes estime que les pièces justificatives adéquates ne sont pas fournies ou ne sont pas probantes, le comptable, ignorant peut-être le reproche qui lui est adressé, n'aura pas l'occasion de demander à être entendu.

Il serait préférable, dès lors, de rédiger le texte de la manière suivante :

"Avant de notifier au comptable ainsi qu'à l'autorité dont celui-ci relève les griefs retenus à sa charge, la chambre compétente lui demande s'il désire être entendu et, en cas de réponse affirmative, le convoque pour recevoir ses explications".

A l'alinéa 2 de l'article 10ter, § 2, il y a lieu de remplacer les mots "un ancien agent honorablement démis de ses fonctions" par les mots "un agent à qui démission honorable de ses fonctions a été accordée".

Au troisième et au quatrième alinéa du même paragraphe, les mots "séances" et "séance" devraient être remplacés par "audiences" et "audience".

\+ +

.../...

L'article 10quinquies nouveau porte :

"Dans tous les cas, une expédition des arrêts de la Cour est adressée, pour information, à l'autorité dont le comptable relève et, pour exécution, au Ministre des Finances, si le compte concerne l'Etat ou une institution décentralisée de l'Etat, et à la députation permanente du conseil provincial, si le compte concerne une province".

Cet article confie au Ministre des Finances et non aux organes de l'institution décentralisée, le soin de poursuivre l'exécution des arrêts de la Cour des comptes qui concernent un comptable d'une institution décentralisée. Le Ministre poursuivra éventuellement l'exécution au nom de l'organisme dont fait partie le comptable.

La pensée du Gouvernement serait traduite avec plus de précision par la rédaction suivante :

"Les arrêts de la Cour sont notifiés à l'autorité dont le comptable relève.

Les arrêts portant condamnation des comptables sont exécutés par le Ministre des Finances, si le compte concerne l'Etat ou une institution dont les comptables sont soumis à la juridiction de la Cour, et par la députation permanente du conseil provincial si le compte concerne une province.

Une expédition de l'arrêt portant condamnation est adressée, suivant le cas, au Ministre des Finances ou à la députation permanente du conseil provincial".

\+ +

.../...

L'article 10sexies, alinéa 1er, du projet, pourrait être rédigé de la manière suivante :

"Trois ans après la fin de la période pour laquelle le compte est rendu, le comptable est déchargé définitivement s'il n'a été statué autrement par la Cour".

\+ +

La rédaction de la version française de l'article 11, alinéa 2, en projet, doit être modifiée afin de faire ressortir que deux conditions sont nécessaires pour que la revision soit encore possible après l'expiration du délai fixé à l'alinéa 1er. A cet effet, il suffirait d'insérer les mots "qui ont été " entre les mots "compte appuyé de pièces reconnues fausses" et "frauduleusement produites par le comptable".

\+ +

L'article 12 du projet porte :

"Si, dans l'examen des comptes, la Cour trouve des indices de faux ou de concussion, elle en informe l'autorité dont le comptable relève".

Le texte actuel prévoit qu'"il en est rendu compte au Ministre des Finances et référé au Ministre de la Justice qui font poursuivre les auteurs devant les tribunaux ordinaires".

En vertu de l'article 29 du Code d'instruction criminelle, toute autorité constituée doit donner avis au procureur du Roi des crimes et délits dont elle aurait eu connaissance dans l'exercice de ses fonctions.

.../...

A moins que l'intention du Gouvernement soit de déroger à cette disposition, l'article 12 en projet devrait être rédigé comme suit :

"Article 12.-

Sans préjudice des dispositions de l'article 29 du Code d'instruction criminelle, la Cour des comptes informe l'autorité dont le comptable relève, si, dans l'examen des comptes, elle trouve des indices de faux et de concussion".

\+ +

L'article 20 en projet prévoit que le règlement d'ordre de la Cour, ainsi que tout changement qui y est apporté, sont publiés au Moniteur belge.

Comme l'énonce l'exposé des motifs (n° 90), les comptables ont un intérêt immédiat à connaître les règles de procédure qui les concernent. Il s'indiquera donc de procéder à une publication complète du règlement d'ordre du 14 juillet 1922, modifié le 13 juin 1935.

HOOFDSTUK I.

Artikel 1 van het ontwerp geeft de volgende definitie van de rekenplichtige die aan de rechtsmacht van het Rekenhof onderworpen is :

"Rekenplichtige, aan de rechtsmacht van het Rekenhof onderworpen, is elke natuurlijke of rechtspersoon, door de Staat en voor zijn rekening ermede belast :

1° invorderingen te verrichten, gelden of waarden te ontvangen of te beheren, ofwel betalingen uit te voeren en er geldige kwijting van te bekomen;

2° waren of materieel te ontvangen of te beheren, die bewaard worden in magazijnen, werven, fabrieken, arsenalen en andere instellingen, met uitzondering van die bepaald door de Koning, op voorstel van de betrokken Minister en van de Minister van Financiën, gelet op de aard en de bestemming van de waren of van het materieel".

Volgens deze definitie is aan de rechtsmacht van het Rekenhof onderworpen, eenieder die "door de Staat en voor diens rekening" belast is met alle in het artikel genoemde verrichtingen.

Strikt genomen, zouden volgens deze definitie geen rekenplichtigen van de Staat zijn, de ontvangers belast met het innen van ontvangsten voor rekening van andere overheidspersonen. Dit komt vaak voor. De ontvangers van de Staat innen niet alleen de belastingen en ontvangsten van de Staat, maar ook de opcentiemen ten bate van provincies en gemeenten, de provinciebelastingen

.../...

en de gemeentelijke opcentiemen op de provinciebelastingen. De ontvangers van de Staat innen bovendien bepaalde ontvangsten voor rekening van andere gedecentraliseerde overheidspersonen.

Naar aan de Raad van State is verklaard, zijn de ontvangers van de Staat die belast zijn met het innen van de ontvangsten van andere overheidspersonen dan de Staat, volgens de Regering, rekenplichtigen van de Staat en aan de rechtsmacht van het Rekenhof onderworpen als de ontvangst door een rijksbestuur moet worden geïnd. "Voor rekening van de Staat" veronderstelt dus niet noodzakelijk dat de inning ten voordele van de Staat geschiedt. Bedoeld wordt alleen, dat het moet gaan om een inning waarmede een rijksbestuur is belast.

De definitie van artikel 1 is dubbelzinnig en zou in het licht van deze opmerkingen moeten worden herzien.

In verband met de toepassing van die definitie rijzen nog andere moeilijkheden.

Zullen zij die, in gepersonaliseerde besturen, verrichtingen doen als in de definitie omschreven zijn, aan de regels van hoofdstuk I worden onderworpen ? Zijn zij "door de Staat en voor rekening van de Staat" met die verrichtingen belast ? Hij die de wet interpreteert, zal geneigd zijn op die vragen ontkennend te antwoorden, als hij rekening houdt enerzijds met de memorie van toelichting die de definitie eerder beperkend uitlegt en, anderzijds, met het feit dat het ontwerp de speciale teksten tot regeling van de gepersonaliseerde besturen niet opheft.

.../...

Wil de Regering de bepalingen van hoofdstuk I toepasselijk verklaren op de rekenplichtigen van gepersonaliseerde besturen, dan moet zij de definitie verruimen. Eventueel moeten de verschillende bijzondere gevallen worden geregeld en moeten de bijzondere wetten betreffende de rekenplichtigen van die besturen met de definitie in overeenstemming worden gebracht. Wordt dat nagelaten, dan zal men zich afvragen of de bijzondere bepalingen van kracht blijven als zij niet uitdrukkelijk worden opgeheven.

De rekenplichtigen van de Staatsbedrijven lijken in beginsel aan de bepalingen van hoofdstuk I onderworpen te zijn. Artikel 33, § 2, van de wet van 28 juni 1963 verklaart de regelen van titel IV van die wet (Titel IV : Van de rekeningen van rekenplichtigen en de algemene rekening van de Staat) en "de wetten op de rijkscomptabiliteit over het algemeen", "voor zover de onderhavige titel of de afzonderlijke wet die ze aanduidt er niet van afwijken", op hen van toepassing.

Het geval van de Staatsbedrijven (waaronder ongetwijfeld sommige rechtspersonen die thans in de vorm van gepersonaliseerde besturen bestaan) blijkt dus duidelijk te zijn geregeld. Hetzelfde kan niet worden gezegd van de diensten van de Staat met afzonderlijk beheer.

Artikel 65 van de wet van 28 juni 1963 bepaalt :

"De diensten van de Staat, waarvan het beheer krachtens een bijzondere wet gescheiden is van de diensten van algemeen bestuur van de Staat, zijn onderworpen aan bepalingen, vast te leggen door de Koning ...".

.../...

"Deze bepalingen moeten voorzien :

...

2° de controle van de rekeningen door het Rekenhof dat ze ter plaatse kan verrichten;

...

5° de behandeling en de bewaring van de gelden en waarden door een tegenover het Rekenhof verantwoordelijke rekenplichtige".

Moet uit deze tekst worden afgeleid dat de aanwijzing van de rekenplichtigen en de regelen inzake het afleggen van rekening door rekenplichtigen van Staatsdiensten met afzonderlijk beheer bij koninklijk besluit zullen worden geregeld en dat de bepalingen van hoofdstuk I van het onderhavige ontwerp niet van toepassing zijn ? Aangezien de diensten met afzonderlijk beheer Staatsdiensten zijn, moet daarentegen misschien worden aangenomen dat de rekenplichtigen van die diensten "door de Staat en voor rekening van de Staat belast zijn ...", met het gevolg dat hoofdstuk I van het ontwerp op hen toepassing vindt, behoudens bijzondere bepalingen die bij koninklijk besluit worden vastgesteld ?

De strekking van het ontwerp zou op dat punt moeten worden verduidelijkt. De memorie van toelichting zegt immers niet hoe de regelen van het ontwerp moeten worden gecombineerd met die van artikel 65 van de wet van 1963.

.../...

Ook over de vorm van artikel 1 zijn enige opmerkingen te maken.

In het tweede lid, 2°, leze men : "met uitzondering van die welke de Koning bepaalt".

De rest van het artikel (derde lid en volgende) zou als volgt kunnen worden gelezen :

"De rekenplichtigen leggen aan het Rekenhof persoonlijk rekening af van hun beheer. De Koning of de daartoe door de Koning gemachtigde Minister, kan bepalen dat sommige rekenplichtigen hun rekening afleggen door toedoen van een andere rekenplichtige.

In dat geval kan het Rekenhof van de deficitaire rekenplichtige een persoonlijke rekening eisen en bepaalt het de periode waarvoor die rekening wordt afgelegd.

Op voorstel van de betrokken Minister en met de instemming van de Minister van Financiën, kan het Rekenhof aanvaarden dat de rekeningen in een vereenvoudigde vorm worden afgelegd door de rekenplichtigen wier beheer ter plaatse is gecontroleerd".

+

Luidens artikel 2 is ieder rekenplichtige verantwoordelijk : "... 2° voor de bewaring van de hem toevertrouwde gelden, waarden, waren of materieel".

.../...

Deze tekst kan beter als volgt worden gelezen :

"2° voor de gelden, waarden, waren of materieel dat hij in bewaring heeft".

Volgens de tekst onder 3° is hij er ook verantwoordelijk voor, dat die gelden, waarden, waren en materieel overeenkomstig de wetten en reglementen worden gebruikt en aangewend.

Het spreekt vanzelf dat de gelden en de waren met inachtneming van de wetten en reglementen moeten worden gebruikt. Het laatste deel van de volzin kan dus vervallen.

+

Artikel 5 bepaalt welke bewarende maatregelen de Minister van Financiën en de betrokken Minister kunnen nemen als een tekort is vastgesteld. Dat zijn enerzijds inschrijving van de wettelijke hypotheek tot waarborg van de schuldvorderingen van de Staat en ten bezware van de goederen van de ontvangers en beheerders die rekenplichtig zijn, overeenkomstig de artikelen 47 en 48 van de wet van 16 december 1851 en, anderzijds, de ambtshalve inhouding van een gedeelte van de wedde. In dit laatste geval zou moeten worden bepaald dat de maatregel eerst wordt genomen nadat de betrokkene gehoord of behoorlijk opgeroepen is.

.../...

In verband met het hier onderzochte artikel moet worden opgemerkt dat artikel 48 van de wet van 16 december 1851 alleen uitdrukkelijk voorziet in het geval van mannelijke rekenplichtigen. Wil ook gerekend worden met de toestand van vrouwelijke rekenplichtigen wat de omvang van de wettelijke hypotheek ten aanzien van de goederen van hun man betreft, dan zouden in dat artikel 48 de woorden "van zijn vrouw, tenzij deze" moeten worden vervangen door "van de andere echtgenoot, tenzij deze".

De Regering dient uit te maken of die wijziging door toedoen van het onderhavige ontwerp moet worden aangebracht.

+

Krachtens artikel 6 is er van rechtswege indeplaatsstelling van de rekenplichtige die "het geheel of een gedeelte van de gelden, waarden, waren of materieel, waarvoor hij geen ontlasting heeft bekomen, uit eigen middelen heeft bijgepast". Er is geen indeplaatsstelling als de rekenplichtige het bedrag van het tekort uit eigen beweging stort. Bedoelt de Regering het niet zo, dan moeten de woorden "waarvoor hij geen ontlasting heeft bekomen" vervallen.

+

Artikel 9 van het ontwerp, zoals het in de loop van het onderzoek is geamendeerd, bepaalt :

.../...

"Onderstaande bepalingen van de wet van 15 mei 1846 op de rijkscomptabiliteit worden opgeheven :

1° de artikelen 6, 8, 9, 12 en 13;

2° de artikelen 7, 10 en 11, behoudens voor de andere rekenplichtigen dan die van de Staat en van de provincies".

Bij deze bepalingen zijn een aantal opmerkingen te maken.

Artikel 6 van de wet van 15 mei 1846 bepaalt : "De inning van 's lands penningen kan alleen geschieden door een rekenplichtige van 's lands kas, en krachtens een wettelijk gevestigde titel".

Rechtsleer en rechtspraak hebben te allen tijde verstaan dat belastingen eerst kunnen worden ingevorderd, nadat een uitvoerbare titel is vastgesteld, verleend door de daartoe aangewezen overheid.

Op te merken valt dat het beginsel van artikel 6 van de wet van 15 mei 1846 niet vervat ligt in de artikelen 110 en 113 van de Grondwet; artikel 110 heeft weliswaar betrekking op het invoeren van de belasting maar het regelt niet de inning van die belasting; artikel 113 stelt dat van de burgers geen retributie kan worden gevorderd dan alleen als belasting, het regelt een ander geval.

De belastingwetten bepalen, elk voor de materie welke zij regelen, de aard van de "wettelijk gevestigde titel" die tot grondslag van de belastinginning moet

.../...

dienen. Zo bepaalt artikel 266 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen dat de inning van de diverse categorieën van inkomstenbelastingen en, in de mate welke het vaststelt, de inning van de verschillende voorheffingen wordt verricht op grond van jaarlijkse of bijzondere kohieren. Hetzelfde geldt voor de verschillende wetten betreffende met directe belastingen gelijkgestelde belastingen, verkeersbelastingen op motorvoertuigen, belastingen op spelen en weddenschappen, belastingen op spelautomaten, die de bepaling welke inkohiering van de belasting inzake inkomstenbelastingen voorschrijft, van overeenkomstige toepassing verklaren. Zo ook bepalen de wetten die de verschillende indirecte belastingen invoeren de handeling of de verrichting die aanleiding geeft tot betaling van de belastingen.

Dit neemt niet weg dat het algemeen beginsel dat "de inning van 's lands penningen alleen kan geschieden krachtens een wettelijk gevestigde titel" in de belastingwetgeving niet zo uitdrukkelijk is opgenomen als in de wet van 15 mei 1846. Artikel 6 van die wet mag dus niet worden opgeheven, maar de nodige wijziging kan erin worden aangebracht door schrapping van de woorden "alleen door een rekenplichtige van 's lands kas, en".

Opheffing van artikel 8 van de wet van 15 mei 1846 doet ook de verplichting van iedere rekenplichtige om een borgtocht te storten, vervallen. Ook de wet van 7 mei 1912 betreffende de borgstellingen der Staatsrekenplichtigen zou moeten worden opgeheven, want krachtens die wet kan de storting van het bedrag in geld worden vervangen door de hoofdelijke borg van een vereniging alleen daartoe door de rekenplichtigen tot stand gebracht.

.../...

De artikelen 7, 10 en 11 van de wet van 1846 worden door artikel 9 van het ontwerp opgeheven, behoudens voor de andere rekenplichtigen dan die van de Staat en van de provincies.

De memorie van toelichting zegt waarom die bepalingen gedeeltelijk gehandhaafd blijven :

"Onderhavig ontwerp van wet regelt evenwel niet het statuut van de rekenplichtigen van de gecentraliseerde Staatsinstellingen die met rechtspersoonlijkheid zijn begiftigd. Bedoeld statuut zal deel uitmaken van een ander ontwerp van wet houdende aanpassing aan de huidige behoeften van de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle van sommige instellingen van openbaar nut (zie nr 3 hierboven). Ten einde de bestaande toestand inzake de rechtsbevoegdheid van het Rekenhof over de rekeningen en/of de rekenplichtigen van bedoelde organismen te handhaven, is het dan ook nodig gebleken de artikelen 7, 10 en 11 van de wet van 15 mei 1846 te hunnen opzichte niet op te heffen".

De artikelen 7 en 11 van de wet van 15 mei 1846 geven de definitie van de rekenplichtige en, zoals de memorie van toelichting zegt, zou het wel kunnen dat de bevoegdheid van het Rekenhof over rekenplichtigen van gedecentraliseerde instellingen, bij gemis van een bepaling in de bijzondere wetten betreffende die instellingen, haar oorsprong vindt in de artikelen 7 en 11. Maar artikel 11 bepaalt de voorwaarden van ontlasting van verantwoordelijkheid bij diefstal of verlies van gelden. Ook de eerste twee alinea's van artikel 10 regelen de aansprakelijkheid van rekenplichtigen in verband met de invordering van de sommen waarvan de inning hun is toevertrouwd.

.../...

De regelen inzake aansprakelijkheid zijn neergelegd in nieuwe bepalingen van hoofdstuk III, dat wijzigingen aanbrengt in de wet van 29 oktober 1846 op de inrichting van het Rekenhof. Die nieuwe bepalingen gelden voor alle rekenplichtigen.

Er is dus grond tot opheffing van de eerste twee alinea's van artikel 10 en van het eerste lid van artikel 11, of zelfs tot opheffing van die artikelen in hun geheel.

De Regering heeft het voorontwerp tijdens het onderzoek door de Raad van State geamendeerd door invoeging van een artikel 9bis, luidend als volgt :

"Artikel 9bis.-

De bepalingen van onderhavige wet zijn toepasselijk op het Bestuur van de posterijen".

De memorie van toelichting verstrekt hierop de volgende commentaar :

"Artikel 9bis.

38bis. Volgens de Regering was het nog niet wenselijk nu reeds artikel 55 van de wet van 15 mei 1846 op de Rijkscomptabiliteit op te heffen. Hierdoor immers zou het Bestuur der posterijen, waarvan ook de dienst der postchecks afhangt, verplicht worden zijn ganse comptabiliteitstelsel te wijzigen, teneinde het gelijkvormig te maken met het stelsel van de rijksdiensten van algemeen bestuur, wat de draagwijdte van onderhavig

.../...

ontwerp van wet, dat enkel betrekking heeft op het statuut van de openbare rekenplichtigen, zou overschrijden. De ingediende bepaling wil de nieuwe wetgeving toepasselijk maken op de onderrekenplichtigen van het Bestuur der posterijen, waarin de dienst van de postchecks vanzelfsprekend begrepen is".

Nu artikel 55 behouden blijft, zullen post en postchecks dus hun eigen comptabiliteit blijven voeren. Doch de bepalingen, die een definitie geven van de rekenplichtige en het afleggen van de rekeningen regelen, zullen op die besturen toepassing vinden. Er zal dus een einde worden gemaakt aan het bijzonder regime van de posterijen inzover het aan het hulppersoneel, in de verordeningen onderrekenplichtigen genoemd, de hoedanigheid van rekenplichtige ontneemt. Deze twistvraag is beslecht door het Hof van cassatie en door de commissie ad hoc van de Kamer van Volksvertegenwoordigers (1).

Het bij amendement ingevoegde artikel 9bis moet vóór artikel 9 komen. Een nauwkeuriger lezing ware :

"De bepalingen van dit hoofdstuk zijn van toepassing op het bestuur der posterijen".

\+

\+ \+

.../...

(1) Cass., 10 januari 1946, 2 arresten, Francotte (Pas., 1946, I, 10 vv.) en Langewouters (Pas., blz. 18); Commissie ad hoc van de Kamer van Volksvertegenwoordigers (2 arresten), 3 maart 1948 (R.J.D.A., 1948, blz. 77, gepubliceerd met een nota van de Heer Parisis en ondertekend F.V.); Cass., 17 maart 1949 (Pas. 1949, I, 207) Cass. 18 juni 1954 (Pas. 1954, I, 895). Commissie ad hoc van de Kamer van Volksvertegenwoordigers, 20 juni 1957, R.W., 20 oktober 1957, blz. 278.

Met inachtneming van deze opmerkingen wordt voorgesteld de artikelen 9 en 9bis van het ontwerp door de volgende artikelen te vervangen :

"Artikel 9.-

De bepalingen van dit hoofdstuk zijn van toepassing op het bestuur der posterijen.

Artikel 10.-

§ 1. In artikel 6 van de wet van 15 mei 1846 op de comptabiliteit van de Staat worden de woorden "door een rekenplichtige van 's lands kas, en" geschrapt.

§ 2. De artikelen 8, 9, 10, eerste en tweede lid, 11, eerste lid, 12 en 13 van de wet van 15 mei 1846 op de comptabiliteit van de Staat worden opgeheven.

Artikel 11.-

De wet van 7 mei 1912 betreffende de borgstellingen der Staatsrekenplichtigen, gewijzigd bij de wet van 31 mei 1948, wordt opgeheven.

Artikel 12.-

De artikelen 7, 10, derde lid, en 11, tweede lid, blijven alleen van toepassing op de andere rekenplichtigen dan die van de Staat en de provincies".

Hoofdstuk II betreft de rekenplichtigen van de provincies.

.../...

De bepalingen betreffende enerzijds de comptabiliteit van de provincies en anderzijds de rekenplichtigen, staan in de artikelen 111 tot 114quater van de provinciewet.

De in het onderhavige ontwerp voorkomende nieuwe artikelen 113bis, 114 en 114quater van de provinciewet strekken ertoe, voor de provincie regelen toe te passen als voor de Staat gelden.

Artikel 113bis, § 1, van het ontwerp neemt het voornaamste over uit het huidige artikel 113bis, dat in elke provincie een betrekking instelt van rekenplichtige, onderworpen aan de rechtsmacht van het Rekenhof. Anderzijds bevat artikel 113bis, § 2, van het ontwerp een bepaling die uitgaat van de definitie van de rekenplichtige van de Staat en die toepassing vindt op ieder ander persoon dan de provinciale rekenplichtige.

Die bepaling luidt : "Rekenplichtige, aan de rechtsmacht van het Rekenhof onderworpen, is elke natuurlijke of rechtspersoon door de provincie en voor haar rekening ermede belast" verrichtingen te doen die de rekenplichtigen van de Staat kenmerken.

Bij deze bepaling zijn een aantal opmerkingen te maken.

1. De algemene definitie van de rekenplichtige die daarin wordt gegeven, is even dubbelzinnig als de definitie van de rekenplichtige van de Staat. Rekenplichtige van de provincie is alleen de rekenplichtige die "door de

.../...

provincie en voor haar rekening" met bepaalde verrichtingen is belast. Als er nu wetten kwamen om de provincies te gelasten samen met hun eigen belastingen, belastingen te innen ten voordele van andere collectiviteiten, bijvoorbeeld gemeentelijke opcentiemen op de provinciebelangen, dan zou de definitie niet meer opgaan.

2. Artikel 113 van de provinciewet bepaalt : "De algemene ontvangsten en uitgaven van de provincies worden ofwel gedaan door toedoen van de postcheck- en girodienst of van de naamloze vennootschap "Gemeentekrediet van België". Het Gemeentekrediet, evenals het Bestuur der postchecks, worden zodoende door de provincie gelast voor haar rekening uitgaven en ontvangsten te verrichten.

Zoals de ontwerp-tekst is gesteld, zou hij zó kunnen worden uitgelegd, dat het Gemeentekrediet wordt aangesteld als rekenplichtige, aan de rechtsmacht van het Rekenhof onderworpen, hetgeen niet in de bedoeling van de Regering ligt.

3. Ofschoon het nieuwe artikel 113bis, § 2, tot rekenplichtige, aan de rechtsmacht van het Rekenhof onderworpen, aanstelt ieder andere persoon die de hiervoren opgegeven voorwaarden vervult, verleent artikel 114quater van het ontwerp diezelfde hoedanigheid uitdrukkelijk aan de ontvangers van de provinciale regies.

.../...

Behalve deze opmerkingen over de definitie van de rekenplichtige, zijn er nog andere te maken over bepaalde leemten in het ontwerp.

1) Volgens de algemene definitie van de rekenplichtige, zoals het ontwerp die geeft, zijn rekenplichtigen, zij die ermede belast zijn "waren of materieel te ontvangen of te beheren, die bewaard worden in magazijnen, werven, fabrieken, arsenalen en andere instellingen, met uitzondering van ...". Die definitie zal in de plaats komen van de regel van artikel 114, tweede lid, dat bepaalt : "Het personeel aangesteld voor de bewaking, de bewaring of het gebruik van aan de provincie toebehorende stoffen of materieel, is, wat de te verstrekken zekerheid en de aan het Rekenhof af te leggen rekeningen betreft, voor deze stoffen of dit materieel aansprakelijk, en met de bijzondere ontvangers of rekenplichtigen van gelden gelijkgesteld".

Niet alleen laat het ontwerp in artikel 114 de vroegere definitie weg, om ze door een ruimere bepaling te vervangen; ook de regelen betreffende de comptabiliteit der waren, die thans zijn neergelegd in het derde en vierde lid van artikel 114, worden nu weggelaten. Zo ontstaat een leemte. Wil de Regering het derde en vierde lid van artikel 114 opheffen, dan moeten er in het ontwerp bepalingen komen met de voornaamste regelen inzake comptabiliteit over de waren, eventueel naar het voorbeeld van artikel 52 van de wet van 15 mei 1846.

2) Uitgaande van artikel 66 van de wet van 28 juni 1963, stelt het ontwerp in een artikel 113bis, § 3, de regel "Elke begrotings-, vermogens- of thesaurieverrichting dient in een rekening van een rekenplichtige opgenomen".

.../...

Dat artikel 66 het opnemen van iedere vermogensverrichting in een rekening van een rekenplichtige voorschrijft, is hierdoor te verklaren dat de wet in haar hoofdstuk V een vermogenscomptabiliteit instelt. Het ontwerp schrijft voor, iedere vermogensverrichting in een rekening op te nemen, maar laat na de vermogenscomptabiliteit te organiseren. De enige bepaling van het ontwerp die daarop betrekking heeft, is artikel 113bis, § 4, ingegeven door bepalingen uit afdeling 2 (Van de algemene rekening van de Staat) van titel IV van de wet van 28 juni 1963 (artikel 72, eerste lid, en artikel 73).

\+

\+ \+

De algemene opzet van het ontwerp is, in de provinciewet regelen in te voegen als die van hoofdstuk I "Van de rekenplichtigen van de Staat". Men kan zich afvragen of dezelfde regelen wel bruikbaar zijn voor zo zeer uiteenlopende toestanden.

Bij het betalen van uitgaven en het innen van ontvangsten der provinciën komen weinig geldverhandelingen te pas. De algemene ontvangsten en uitgaven van de provincies worden immers verricht door toedoen van het Bestuur der postchecks of van de N.V. "Gemeentekrediet van België" (artikel 113, eerste lid).

Die uitgaven worden op zicht van regelmatige bevelschriften betaald door de provinciale rekenplichtige, die giro-orders of cheques uitgeeft.

.../...

De ontvangsten verricht zowel door de Staat als door bijzondere ontvangers, worden op geregelde tijdstippen gestort hetzij op de algemene postrekening van de provincie, hetzij op haar rekening bij het Gemeentekrediet (artikel 113, eerste en vierde lid; artikel 114, eerste lid).

De provinciale rekenplichtige heeft dus geen geld in kas; hij heeft onder zijn bevelen geen helpers die geld beheren.

In de huidige stand van zaken worden de belastingen door de Staat geïnd. Bijzondere ontvangsten, zoals schoolgeld, worden verricht door bijzondere ontvangers (artikel 114, eerste lid). Bijzondere ontvangers doen geen uitgaven. Zij storten hun ontvangsten, zoals hiervoren is gezegd, op de algemene rekeningen van de provincie welke de provinciale rekenplichtige houdt .

Sedert de wet van 18 mei 1951, kunnen sommige uitgaven vereffend worden op geldvoorschotten welke de provinciale rekenplichtige ter beschikking van een ambtenaar stelt, steeds met inachtneming van de regelen van artikel 15, eerste lid, 2°, van de wet van 15 oktober 1846 op het Rekenhof. De provinciale rekenplichtige stort het bedrag van het voorschot op een speciale postrekening, gehouden door de rekenplichtige der voorschotten. Uitgaven te verrichten op geldvoorschotten worden door het Bestuur der postchecks betaald (artikel 4 van het koninklijk besluit van 10 juli 1935 houdende reglement op de comptabiliteit der provincies, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 31 december 1952).

.../...

Rekenplichtigen der voorschotten hebben dus in beginsel geen kas. Zij mogen echter een gedeelte van de voorschotten opvragen om geringe uitgaven te bestrijden.

De buitengewone rekenplichtige der geldvoorschotten heeft dus normaal geen helpers onder zich die geld beheren.

Artikel 114quater van de provinciewet ten slotte staat toe dat de ontvangsten en uitgaven van de provincieregies door een bijzondere rekenplichtige worden verricht. Naar aan de Raad van State is medegedeeld, bestaan er thans geen provincieregies.

Wil de Regering in het statuut van de provinciale rekenplichtigen soortgelijke wijzigingen aanbrengen als zij voor de rekenplichtigen van de Staat overweegt, dan ware het verkieslijk, in plaats van een algemene definitie te geven - die bijzondere aanwijzing van twee rekenplichtigen niet heeft uitgesloten -, in een en hetzelfde artikel de regelen samen te brengen die betrekking hebben op de verschillende rekenplichtigen welke de huidige wetgeving kent. Zo zouden de huidige artikelen minder diepgaande wijzigingen moeten ondergaan en zou de wetgever regelen die thans reeds gelden, niet andermaal hoeven goed te keuren. Op grond van deze overwegingen stelt de Raad van State de volgende tekst voor :

HOOFDSTUK II.

Artikel 13 (1).

In artikel 113bis van de provinciewet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

.../...

(1) In de nummering is rekening gehouden met de nieuwe artikelen welke de Raad van State voorstelt, in hoofdstuk I in te voegen.

1° In het tweede lid worden de woorden "welke de over zijn beheer te eisen zekerheid vaststelt" geschrapt.

2° Het derde lid wordt opgeheven.

Artikel 14.-

In artikel 114 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het eerste lid wordt door de volgende bepaling vervangen :

"De door de Raden aangestelde bijzondere ontvangers storten hun ontvangsten op geregelde tijdstippen ofwel op de algemene rekening op naam van de provincie geopend bij het Bestuur der postchecks, ofwel op de rekening van de provincie bij de naamloze vennootschap "Gemeentekrediet van België".

2° In het tweede lid worden geschrapt de woorden : "wat de te verstrekken zekerheid en de aan het Rekenhof af te leggen rekeningen betreft" en de woorden "en met de bijzondere ontvangers of rekenplichtigen van gelden gelijkgesteld".

Artikel 15.-

Artikel 114quater van dezelfde wet wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 114quater. De ontvangsten en uitgaven van de provincieregies worden verricht door een bijzondere rekenplichtige, die door de provinciale raad wordt benoemd.

.../...

Is die rekenplichtige afwezig, dan wijst de bestendige deputatie een interimair aan".

Artikel 16.-

In de provinciewet wordt een artikel 114quinquies ingevoegd, luidend als volgt :

"Artikel 114quinquies.

§ 1. Aan de rechtsmacht van het Rekenhof zijn onderworpen :

1° de provinciale rekenplichtige,

2° de rekenplichtigen der voorschotten,

3° de bijzondere ontvangers,

4° de bijzondere rekenplichtigen van de regies,

5° de ambtenaren die overeenkomstig artikel 114, tweede lid, aangesteld zijn voor de bewaking van het materieel, met uitzondering van hen die, gelet op de aard en de bestemming van de waren en van het materieel, eraan onttrokken zijn door het algemeen reglement op de comptabiliteit van de provincies;

6° de helpers van de rekenplichtigen, als zij geld beheren (1).

.../...

(1) facultatieve toevoeging : zie advies.

§ 2. De rekenplichtigen leggen hun jaarrekening aan het Rekenhof voor op de datum bepaald in het algemeen reglement op de comptabiliteit van de provincies.

Op voorstel van de bestendige deputatie en met de instemming van de Minister van Binnenlandse Zaken, kan het Rekenhof aannemen dat de ambtenaar wiens beheer ter plaatse werd gecontroleerd, zijn rekeningen in vereenvoudigde vorm aflegt.

De helpers van de rekenplichtige leggen hun rekening af door toedoen van de rekenplichtige; het Rekenhof kan echter een eigen rekening eisen van iedere helper wiens rekening met een tekort sluit; in dat geval bepaalt het binnen welke periode de rekening moet worden afgelegd (1).

§ 3. Ieder rekenplichtige is verantwoordelijk ...

(Tekst van artikel 114, § 2, van het ontwerp).

§ 4. Geen ambt van rekenplichtige ...

(Tekst van artikel 114, § 3, van het ontwerp).

.../...

(1) facultatieve toevoeging : zie advies.

§ 5. De bestendige deputatie ...

(Tekst van artikel 114, § 4, van het ontwerp, maar de woorden "door de Koning vastgesteld op voorstel van de Minister van Binnenlandse Zaken" vervange men tweemaal door de woorden "vastgesteld in het algemeen reglement op de comptabiliteit van de provincies").

§ 6. Wanneer een rekenplichtige ...

(Tekst door de Regering voorgesteld voor artikel 114, § 5, van het ontwerp, met weglating van de woorden "waarvoor hij geen ontlasting heeft bekomen").

Voor artikel 113bis, §§ 3 en 4, van het ontwerp, acht de Raad van State zich niet in staat een tekst voor te stellen.

Hoofdstuk III.

Hoofdstuk III bevat de wijzigingen die moeten worden aangebracht in de wet op de inrichting van het Rekenhof.

De aangebrachte wijzigingen zijn van diverse aard. In de eerste plaats worden de teksten zo aangevuld, dat zij niet alleen toepassing vinden op de rekenplichtigen van de Staat en van de provincies, maar ook op de rekenplichtigen van gedecentraliseerde overheden, als bijzondere wetten hen aan de rechtsmacht van het Rekenhof onderwerpen.

.../...

Vervolgens bedoelt het ontwerp op tweeërlei wijze de strenge bepalingen die thans voor de rekenplichtigen gelden, te verzachten.

1° Volgens de thans geldende strenge teksten, kan de rekenplichtige bij diefstal of verlies van door hem beheerde gelden, alleen van aansprakelijkheid worden ontheven als hij het slachtoffer is van gebeurtenissen die een geval van overmacht uitmaken en voor zover alle voorschriften van de reglementen zijn nagekomen. Ingeval een ontvangst niet geïnd is, moet de rekenplichtige bewijzen dat hij niet nalatig is geweest. Is hij nalatig geweest, dan moet het totaal van de niet-geïnde bedragen te zijnen laste blijven. Voortaan zal het Rekenhof naar billijkheid beschikken.

2° Thans wordt aan de rekenplichtige eerst na afloop van zijn beheer definitieve "ontlasting" verleend voor de periodes waarvoor hij een rekening heeft ingediend. Aan het eind van het beheer kan dus worden teruggekomen op onregelmatigheden die zich lang te voren hebben voorgedaan. In de regeling van het ontwerp daarentegen wordt aan de rekenplichtige in beginsel definitief "ontlasting" verleend, drie jaar na afloop van de periode van zijn beheer waarover hij rekening heeft afgelegd.

In de derde plaats worden de rechten van de verdediging in het ontwerp op volledíger wijze georganiseerd.

+

\+ +

.../...

Het ontwerp vat alle wijzigingen die het in de wet van 29 oktober 1846 wenst aan te brengen, in één artikel samen. Aan elk van die wijzigingen zou een afzonderlijk artikel moeten worden gewijd.

Het ontwerp vervangt de artikelen 5 en 6 van de wet van 29 oktober 1846 door een artikel 5, dat drie alinea's telt. Zo zou de wet van 29 oktober 1846 dan geen artikel 6 meer bevatten.

Het tweede lid van het nieuwe artikel 5,dat zegt : "Het (Rekenhof) kan een controle ter plaatse inrichten", bevat een bepaling die belangrijk genoeg is om in een afzonderlijk artikel te staan. Die bepaling zou het inmiddels vrijgekomen artikel 6 kunnen vormen.

Naar aan de Raad van State is verklaard,zal deze bepaling dikwijls en zelfs algemeen worden toegepast. De controle ter plaatse is immers een belangrijke vereenvoudiging, want ter plaatse nageziene stukken zullen doorgaans niet meer aan het Rekenhof hoeven te worden toegezonden. De Regering wenst echter geen afbreuk te doen aan de bevoegdheid die het Rekenhof aan artikel 116 van de Grondwet ontleent, en stelt daarom de controle ter plaatse niet verplicht : zij laat het initiatief daartoe aan het Hof. Daarbij komt dat het Rekenhof het recht behoudt om zich zelfs al ter plaatse nageziene stukken te doen overleggen.

Met inachtneming van al deze opmerkingen wordt de volgende tekst voorgesteld in plaats van artikel 11, § 1, van het ontwerp :

.../...

"Artikel

Artikel 5 van de wet van 29 oktober 1846 op de inrichting van het Rekenhof wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 5. ... (tekst van het eerste en het derde lid van het in het ontwerp voorgestelde artikel 5) ...".

Artikel

Artikel 6 van dezelfde wet wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 6. Het Rekenhof kan een controle ter plaatse inrichten".

\+ +

Het tweede lid van het nieuwe artikel 7 bepaalt dat, wanneer de rekenplichtige overleden is of in de onmogelijkheid verkeert zijn rekening af te leggen, "deze laatste ambtshalve wordt opgemaakt". De tekst zegt niet dat de rekening ambtshalve wordt opgemaakt door het bestuur. Hij kan verduidelijkt worden door toevoeging van de woorden "door de daartoe aangewezen ambtenaar" aan de woorden "ambtshalve opgemaakt".

\+ +

.../...

In de Franse versie van het nieuwe artikel 9 van de wet van 29 oktober 1846 leze men : "faisant fonction de ministère public" liever dan "faisant fonctions du ministère public".

\+ +

Het in het ontwerp voorgestelde artikel 10 bepaalt : "Het Hof regelt de rekeningen van de Staat, van de provincies en, in de bij de wet voorziene gevallen, van de gedecentraliseerde Staatsinstellingen die met rechtspersoonlijkheid zijn begiftigd, en zuivert ze aan".

Het begrip gedecentraliseerd bestuur is in de huidige stand van ons administratief recht niet scherp te omlijnen; de tekst zou derhalve als volgt kunnen worden gelezen :

"Artikel 10.-

Het Hof regelt de rekeningen van de Staat en van de provincies alsook die van de instellingen waarvoor het die bevoegdheid krachtens bijzondere wetten heeft gekregen, en zuivert ze aan".

\+ +

Luidens het vierde lid van het in het ontwerp voorgestelde artikel 10bis, veroordeelt het Rekenhof de rekenplichtige "tot het storten aan de Schatkist, van het geheel of een gedeelte van het tekort, indien het een rekenplichtige van de Staat of van een gedecentraliseerde Staatsinstelling betreft".

.../...

De rekenplichtige van een gedecentraliseerde instelling zou moeten worden veroordeeld om het te zijnen laste komende bedrag niet aan de Schatkist, maar aan de instelling waartoe hij behoort, te storten.

De tekst zou dan ook als volgt moeten worden gelezen :

"... het storten van het geheel of een gedeelte van het tekort aan de Schatkist, indien het een rekenplichtige van de Staat, aan de provincie indien het een provinciaal rekenplichtige betreft en, voor de overige instellingen waarvan de rekenplichtigen aan de rechtsmacht van het Rekenhof onderworpen zijn, aan die instellingen".

Het in het ontwerp voorgestelde artikel 10ter, § 1, bepaalt : "In geval van tekort doet het Hof uitspraak naar billijkheid over de verantwoordelijkheid van de rekenplichtige, rekening houdend met de omstandigheden van de zaak en met de privaat- en publiekrechtelijke belangen".

Ter wille van de algemene overeenstemming ware het geraden in deze tekst de woorden te gebruiken die voorkomen in artikel 7 van de wet op de Raad van State. Artikel 10ter, § 1, zou dan als volgt worden gelezen :

"In geval van tekort, doet het Hof uitspraak naar billijkheid over de aansprakelijkheid van de rekenplichtige, rekening houdende met de omstandigheden van openbaar en privaat belang".

.../...

Luidens § 2 van hetzelfde artikel worden "de grieven weerhouden ten laste van de rekenplichtige genotificeerd aan de rekenplichtige". De Franse versie voegt er aan toe dat die rekenplichtige op zijn verzoek vooraf wordt gehoord.

De ambtenaar zal dus door de bevoegde kamer van het Hof slechts worden gehoord als hij daarom heeft verzocht.

Het ontwerp zegt niet op welk tijdstip dat verzoek moet worden ingediend. Naar de gemachtigde ambtenaren hebben verklaard, ziet de Regering het zó, dat de ambtenaren wier rekening een tekort vertoont, op het tijdstip dat het tekort door de toezichthoudende ambtenaren wordt vastgesteld, mogen vragen dat zij zouden worden gehoord. Die procedure schenkt geen algehele bevrediging. Behalve wanneer het tekort wordt toegegeven - wat meestal het geval is -, kan het ook zijn dat de oorzaak van het tekort ligt in een onvoldoende geacht bewijs van de kwijting van een uitgave. Oordeelt het Rekenhof dat de passende bewijsstukken niet voorgelegd zijn of geen bewijskracht hebben, dan zal de rekenplichtige, die misschien niet weet dat hem een verwijt wordt gemaakt, de gelegenheid niet hebben te vragen dat hij zou worden gehoord.

Derhalve ware het verkieslijk de tekst als volgt te stellen :

"Alvorens aan de rekenplichtige en aan de overheid waaronder deze ressorteert, kennis te geven van hetgeen hem ten laste wordt gelegd, vraagt de bevoegde kamer hem of hij wenst te worden gehoord en, antwoordt hij daarop bevestigend, dan roept zij hem op om zijn verklaringen te horen".

.../...

In het tweede lid van artikel 10ter, § 2, vervange men de woorden "een gewezen personeelslid dat eervol uit zijn ambt is ontslagen" door "een ambtenaar aan wie eervol ontslag uit zijn ambt is verleend".

In het derde en het vierde lid van dezelfde paragraaf vervange men de woorden "zittingen" en "zitting" door "terechtzittingen" en "terechtzitting".

\+ +

Het nieuwe artikel 10quinquies bepaalt :

"In al de gevallen wordt een uitgifte van de arresten van het Hof gezonden, tot naricht, aan de overheid van wie de rekenplichtige afhangt en voor uitvoering, aan de Minister van Financiën indien het de rekening van de Staat of van een gedecentraliseerde Staatsinstelling betreft, en aan de bestendige deputatie van de provinciale raad indien de rekening een provincie aanbelangt".

Dit artikel belast de Minister van Financiën en niet de organen van de gedecentraliseerde instelling met de tenuitvoerlegging van de arresten van het Rekenhof als deze betrekking hebben op een rekenplichtige van een gedecentraliseerde instelling. De Minister zal de tenuitvoerlegging eventueel vervolgen namens de instelling waartoe de rekenplichtige behoort.

De volgende tekst zou de gedachte van de Regering beter weergeven :

"Van de arresten van het Rekenhof wordt kennis gegeven aan de overheid waaronder de rekenplichtige ressorteert.

.../...

De arresten waarbij rekenplichtigen worden veroordeeld, worden ten uitvoer gelegd door de Minister van Financiën, als de rekening betrekking heeft op de Staat of op een instelling waarvan de rekenplichtigen aan de rechtsmacht van het Rekenhof onderworpen zijn, en door de bestendige deputatie van de provinciale raad als de rekening op een provincie betrekking heeft.

Een uitgifte van het arrest dat een rekenplichtige veroordeelt, wordt, naar gelang van het geval, aan de Minister van Financiën of aan de bestendige deputatie van de provinciale raad gezonden".

\+ +

Artikel 10sexies, eerste lid, van het ontwerp zou als volgt kunnen worden gelezen :

"Drie jaar na het einde van de periode waarover de rekening is afgelegd, wordt de rekenplichtige definitief ontlast, indien het Hof niet anders heeft beslist.

\+ +

De Franse versie van het in het ontwerp voorgestelde artikel 11, tweede lid, moet worden gewijzigd, wil hij doen uitkomen dat twee voorwaarden moeten vervuld zijn opdat het arrest nog kan worden herzien nadat de in het eerste lid bepaalde termijn verstreken is. Daartoe is het voldoende de woorden "qui ont été" in te voegen tussen de woorden "compte appuyé de prièces reconnues fausses" en "frauduleusement produites par le comptable".

\+ +

.../...

Artikel 12 van het ontwerp bepaalt :

"Indien het Hof bij het nazien van de rekeningen aanwijzingen over valsheid of knevelarij ontdekt, brengt het de overheid van wie de rekenplichtige afhangt hiervan op de hoogte".

Volgens de thans geldende tekst "wordt er kennis van gegeven aan de Minister van Financiën en verslag gedaan aan de Minister van Justitie, die de daders vóór de gewone rechtbanken doen vervolgen".

Krachtens artikel 29 van het Wetboek van strafvordering, moet elke gestelde macht aan de procureur des Konings bericht geven van de misdaden en wanbedrijven waarvan zij in de uitoefening van haar ambt kennis krijgt. Tenzij de Regering van die bepaling zou willen afwijken, zou het voorgestelde artikel 12 als volgt moeten worden gelezen :

"Artikel 12.-

Onverminderd de bepalingen van artikel 29 van het Wetboek van strafvordering, brengt het Rekenhof de overheid waaronder de rekenplichtige ressorteert, op de hoogte als het bij het nazien van de rekeningen aanwijzingen van valsheid en knevelarij vindt".

\+ +

.../...

Artikel 20 van het ontwerp bepaalt dat het ordereglement van het Hof en elke daarin aangebrachte wijziging in het Belgisch Staatsblad worden bekendgemaakt.

Zoals de memorie van toelichting(nr 90) zegt, hebben de rekenplichtigen "er een onmiddellijk belang bij de procedureregels die op hen betrekking hebben, te kennen". Het ordereglement van 14 juli 1922, gewijzigd op 13 juni 1935, zou derhalve in zijn geheel moeten worden bekendgemaakt.

La chambre était composée de — De kamer was samengesteld uit

Messieurs : de Heren :	J. SUETENS,	premier président, eerste voorzitter,	
	G. HOLOYE, J. MASQUELIN,	conseillers d'Etat, staatsraden,	
	P. ANSIAUX, P. DE VISSCHER,	assesseurs de la section de législation, bijzitters van de afdeling wetgeving,	
	G. DE LEUZE,	greffier adjoint, adjunct-griffier,	greffier. griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J. SUETENS.

Le rapport a été présenté par M. P. MAROY, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J. SUETENS.

Het verslag werd uitgebracht door de H. P. MAROY, auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s) G.DE LEUZE.

(s) J. SUETENS.